



ASIE/SRI LANKA - Lettre des responsables de communautés religieuses à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU afin de bloquer la destruction du peuple tamoul

Colombo (Agence Fides) – Un appel fort a été lancé à l'ONU afin que l'organisation mette fin à la destruction des tamouls mise en œuvre par le gouvernement du Sri Lanka et garantisse le respect des droits humains dans le pays : tel est le contenu d'une lettre signée par 132 responsables des différentes églises et communautés religieuses du Nord et de l'Est du Sri Lanka. La lettre, envoyée à l'Agence Fides, a comme premier signataire l'Evêque de Mannar, S.Exc. Mgr Rayyappu Joseph, et demande à la Commission pour les droits de l'homme de l'ONU une intervention ferme afin d'identifier les responsabilités et de construire une véritable réconciliation dans le pays. Au nombre des signataires, se trouvent de nombreux religieux et missionnaires catholiques, participant aux Commissions diocésaines Justice et Paix. Le texte rappelle qu'une précédente résolution de l'ONU s'est révélée « faible » en ce que l'actuel gouvernement a démontré « un total manque de volonté politique en ce qui concerne l'application de ces recommandations », telle que le lancement d'une enquête sur les abus perpétrés lors de la dernière phase de la guerre civile.

Selon la lettre, « des violations des principales recommandations de la Commission nationale pour la Réconciliation, qui invitait à une résolution politique du conflit ethnique, à la remise en liberté des prisonniers politiques, à la nomination d'un Commissaire spécial, au dédommagement des civils tamouls, à l'évacuation des terres occupées illégalement par les militaires, au droit de commémorer les morts et les disparus » se poursuivent aujourd'hui encore.

La missive dénonce le fait qu'au cours de la dernière année, de nombreux activistes, étudiants, syndicalistes, religieux, journalistes, avocats qui ont soulevé ces questions cruciales – essence de la démocratie et de l'Etat de droit – ont été agressés, interrogés, arrêtés, menacés et discrédités par des ministres, des fonctionnaires, des militaires et des agents de police. « Certains d'entre nous, membres du clergé et personnes qui ont préféré ne pas signer la lettre par crainte de représailles, font partie des victimes en question – rappelle la Lettre ».

Les responsables religieux affirment que « l'assassinat et la disparition de dizaines de milliers de civils tamouls ainsi que les actions qui suppriment actuellement de manière systématique le peuple tamoul et la communauté, notre culture, notre religion, notre langue, semblent avoir l'intention d'anéantir le peuple tamoul » qui s'adresse pour cette raison à la communauté internationale. Les signataires, en stigmatisant les méthodes autoritaires du gouvernement, craignent que, « par le recours à de telles méthodes oppressives, dont la mise en œuvre s'est poursuivie après la fin de la guerre, notre identité de peuple sera détruite ». Ils demandent donc une solution politique qui reconnaisse l'autodétermination interne du peuple tamoul. La lettre, réaffirmant les responsabilités précises et directes du gouvernement aux affaires, demande la constitution d'une Commission internationale chargée d'enquêter sur les violations du droit international et des droits humains qui sont encore aujourd'hui enregistrées dans le pays. (PA) (Agence Fides 21/02/2013)